

De nouveau au bord du gouffre

LA VIOLENCE ARMÉE AU SUD SOUDAN

Le gouvernement du Sud-Soudan (GdSS), qui n'a que quatre années d'existence, a vécu en 2009 une année particulièrement difficile. Depuis sa création en 2005 à la suite de l'accord de paix global (CPA) signé entre les rebelles de l'Armée/le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM/A) et le parti du Congrès national (NCP) au pouvoir au Soudan, le GdSS a dû faire face à des crises financières, politiques et sécuritaires tout en bataillant pour mettre en œuvre l'accord de paix. En toile de fond, les échéances des élections législatives et exécutives stipulées par le CPA (avril 2010) et le referendum sur l'auto-détermination du Sud (janvier 2011) se rapprochent.

En 2009, la violence dans le Sud a montré un niveau élevé d'organisation, a impliqué de multiples groupes tribaux, et a révélé un niveau de violence sans précédent au cours des dernières années.

Pour les habitants du Sud, le referendum—qui a toutes les chances de voir les partisans de la sécession l'emporter—est la récompense après des décennies d'un conflit armé avec Khartoum (deux guerres civiles ont eu lieu, de 1956 à 1972 puis de 1983 à 2005). Le GdSS, confronté à des accusations de corruption et d'inefficacité, y voit également l'un des rares moyens qui lui permettraient de rétablir une légitimité faiblissante. En 2009, tandis que beaucoup évoquaient l'effondrement prochain du CPA, des représentants aux abois du GdSS ont eu recours à des menaces publiques et des récriminations en tous genres pour contrecarrer les tentatives d'obstruction à ce referendum ainsi qu'à d'autres provisions clés du CPA. La paralysie du processus de paix s'est accompagnée d'une escalade rhétorique : en septembre, le chef du cabinet de la SPLA a estimé à 50% les chances d'un "retour à



Le village de Duk Padiet, dans l'état de Jonglei, après que 160 personnes ont été tuées au cours d'une attaque perpétrée par des membres de la tribu Lou Nuer, en septembre 2009. © Tim McKulka/UNMIS

la guerre". Les politiciens du Sud ont menacé publiquement de prononcer une déclaration d'indépendance unilatérale. L'état de tension qui en a résulté suscite une profonde incertitude quant à l'avenir du pays, en particulier au regard des élections et des perspectives qui attendent le Soudan après le référendum.

Tandis que le processus de paix continuait sa marche hésitante, le Sud-Soudan a subi une vague particulièrement intense d'incidents de violence armée, qui se sont propagés à travers les zones rurales en 2009. Ces actes de violence trahissaient une solide organisation, impliquaient de multiples groupes tribaux, et faisaient montre d'un niveau de brutalité inconnu au cours des dernières années. Le SPLM/A a accusé le NCP de poursuivre les pratiques qui étaient les siennes pendant la guerre civile, soit d'armer les groupes du Sud afin de déstabiliser la région. Le NCP, de son côté, a accusé le GdSS de se montrer incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens—et d'être en conséquence dénué de la moindre légitimité. Fin 2009, 2 500 habitants du Sud avaient été tués et 350 000 déplacés, sans que des progrès réels aient été réalisés en vue de résoudre les conflits.

Au niveau local, les incidents de violence les plus extrêmes impliquaient des groupes tribaux dont l'histoire avait, pour certains, été émaillée de conflits pendant la guerre civile. L'un des différends les plus destructeurs oppose, dans l'État de Jonglei, les Murle et les Lou Nuer dont les attaques répétées et les représailles provoquent chaque fois la mort de plusieurs centaines de personnes—dont souvent des femmes et des enfants. Pendant la guerre, les Murle s'étaient organisés en une force locale d'auto-défense, armée et soutenue par l'armée soudanaise pour mener la guerre à sa place contre la SPLA dans le Sud. Les Lou Nuer, plus indépendants et flexibles, bénéficiaient du soutien—notamment en recevant des armes—à la fois de la SPLA et de l'armée soudanaise. Malgré les initiatives de désarmement qui ont suivi le CPA, les deux groupes sont toujours armés et actifs. La guerre qu'ils se mènent offre des ressemblances frappantes avec les dynamiques qui existaient pendant la guerre civile, mais a été exacerbée par la compétition qui a suivi le CPA pour obtenir accès aux services publics, pouvoir et influence. Dans une région où les identités tribales se retrouvent dans la sphère politique, les politiciens du Sud sont largement perçus comme utilisant et entretenant ces conflits tribaux pour consolider leur base électorale.

Fin 2009, l'impact des combats pendant la guerre civile entre différentes factions du Sud se faisait toujours profondément sentir.

On comptait, en 2009, d'autres acteurs responsables de l'insécurité au Sud-Soudan : les unités mixtes intégrées—des unités de sécurité créées par le CPA et composées à la fois de membres de l'armée soudanaise et de la SPLA qui restent fondamentalement non intégrées et représentent, dans certains endroits, un risque à la sécurité—et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ougandaise, qui était l'une des milices employées par Khartoum comme force auxiliaire pendant la guerre. Si sa capacité de combat a été largement érodée, la LRA a une implantation géographique sans précédent dans son histoire puisqu'elle couvre la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et le Soudan. Son commandant, Joseph Kony, a réussi à échapper à la capture et il est possible qu'il soit maintenant au Darfour—peut-être avec l'assistance de l'armée soudanaise. La capacité de survie bien connue du groupe suggère que ce dernier risque de demeurer un "joueur" actif dans les relations entre le Nord et le Sud, et ce pour un certain temps.

Cette violence a également été soutenue et exacerbée par un certain nombre de facteurs structurels. Le GdSS n'a su ni créer des institutions étatiques démocratiques et responsables, ni assurer les services de base dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité. Cet échec a eu des conséquences à la fois sur les risques de violence—puisque les communautés laissées à elles-mêmes se battent pour obtenir les ressources les plus élémentaires—et sur l'incapacité de l'État à contenir la violence lorsqu'elle se déclare. Dans la mesure où la police du Sud reste encore mal entraînée et sous-équipée, la SPLA est de facto l'entité la plus importante dans le Sud en matière de sécurité. Mais cette dernière éprouve elle aussi des difficultés à passer du statut de mouvement "rebelle" à celui d'armée professionnelle. Son commandement et le contrôle de ses troupes restent faibles, en raison de problèmes de fragmentation et de factionnalisme. Lorsque des actes locaux de violence surviennent, il existe toujours un risque que les soldats prennent parti pour l'un ou l'autre des belligérants en fonction de leurs affiliations tribales.

Alors que la période de partage du pouvoir, qui devait suivre la signature du CPA pendant six ans, touche à sa fin et que le référendum sur l'auto-détermination du Sud approche, les risques d'une insécurité accrue—tant entre les parties au CPA qu'à l'intérieur du Sud-Soudan—restent élevés. Le GdSS et la SPLA peinent déjà à répondre à la violence qui persiste dans le Sud. Si celle-ci venait à s'aggraver, ou si les jalons établis par le CPA étaient l'objet d'un blocage et conduisaient à des actes de violence entre le Sud et le Nord, le tout récent gouvernement rencontrerait alors des difficultés sérieuses. Le Sud a désespérément besoin d'un soutien international renouvelé. Tandis que les élites, à Khartoum et Juba, évoquent de plus en plus la probabilité d'une séparation, la communauté internationale doit aider les Soudanais à se préparer à cette possibilité en apportant leur garantie au référendum et leur soutien à ses résultats. Pour éviter que l'instabilité ne persiste et s'étende, il est essentiel d'entamer une planification précise de ce qui pourrait être, si tel est le souhait des Soudanais du Sud, un divorce pacifique. ■